

(La motion est adoptée.)

M. l'Orateur: Quand le bill sera-t-il lu pour la troisième fois?

Des voix: Maintenant.

(La motion est adoptée)

Mlle Bégin propose: Que le bill soit lu pour la 3^e fois et adopté.

M. l'Orateur: Plaît-il à la Chambre d'adopter ladite motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée et le bill, lu pour la 3^e fois, est adopté.)

* * *

[Traduction]

LA LOI DE 1978-1979 SUR LE POUVOIR D'EMPRUNT

MESURE VISANT À ATTRIBUER UN POUVOIR D'EMPRUNT SUPPLÉMENTAIRE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le mercredi 15 novembre, du bill C-7, tendant à attribuer un pouvoir d'emprunt supplémentaire pour l'année financière 1978-1979 et à modifier la loi sur l'administration financière, dont le comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques a fait rapport avec des propositions d'amendement, ainsi que de la motion de M. Stevens.

M. Alex Patterson (Fraser Valley-Est): Monsieur l'Orateur, à ce stade-ci de l'étude du bill C-7, je me vois contraint, non seulement en mon nom personnel mais en celui d'un grand nombre de mes commettants et de Canadiens en général, d'exprimer l'opinion que le gouvernement a failli à la tâche de bien administrer notre pays sur le plan économique. Bien des fois avant la reprise de la présente session, ou plutôt avant le début de chaque nouvelle session, le premier ministre (M. Trudeau) a déclaré qu'il était impérieux que le Parlement se réunisse pour étudier des mesures d'une importance vitale pour l'économie de notre pays. De même, certains ministres, souvent après de longues périodes d'attente et d'inaction, ont soudainement proposé l'adoption de projets de loi et insisté pour que nous procédions rapidement, étant donné l'urgence de nos besoins. Pourtant, il est arrivé bien des fois que le Parlement reprenne ses séances sans que le gouvernement fasse inscrire autre chose au *Feuilleton* que des mesures d'une importance secondaire qui n'avaient rien ou presque rien à voir avec l'économie.

● (1522)

A une époque où presque tous conviennent qu'il faut absolument faire quelque chose pour aider l'économie canadienne et prendre des mesures efficaces pour mettre fin aux tendances actuelles et commencer à aller à l'avant, le gouvernement n'a pu nous offrir que quelques mesures restreintes visant à atténuer les effets de l'inflation pour les membres les plus défavorisés de notre société. Il a présenté des mesures de redistribution des revenus, mais pas une seule mesure visant à augmenter la productivité de l'économie et la prospérité du pays.

J'aimerais me reporter à un article éditorial publié dans le *Financial Times* le 30 octobre 1978. Voici ce que dit cet article:

Il y a plusieurs exemples de la façon dont le grand projet directeur mis au point par M. Trudeau et les grands penseurs du cabinet du premier ministre a semé la pagaille dans l'économie: le programme de contrôles, qui a fait obstacle

Pouvoir d'emprunt—Loi

à l'investissement, nuit à la création d'emplois et maintenu le Canada dans un état de récession semi-permanente tout en faisant très peu pour juguler l'inflation; le conflit au sujet des taxes sur les richesses naturelles; la fixation du prix des produits énergétiques; les impôts trop élevés sur les capitaux; l'absence d'une politique économique cohérente; le désir de redistribuer la richesse au lieu de la créer. A cause de telles «initiatives», l'économie du Canada a connu quatre années désastreuses, quand elle aurait pu connaître quatre bonnes années.

Le bill C-7 ne fait rien pour rendre l'économie plus saine et plus en mesure de tolérer les pressions exercées sur elle.

Quels sont les facteurs qui compliquent nos problèmes actuels? Comme le mentionnait cet éditorial, il y a notamment l'absence de toute politique économique cohérente. Nous avons eu droit à une longue succession de programmes improvisés, de politiques dictées par la peur, et formulées sans tenir compte de l'avenir ni de leurs conséquences. Voilà ce dont il a fallu se contenter et devant l'échec de telles politiques, le gouvernement s'est justifié en alléguant que les gens ne comprenaient pas ce qu'il essayait de faire et qu'ils ne savaient pas profiter des largesses qu'il leur prodiguait dans le but de stimuler l'économie.

J'aimerais mentionner un autre article publié dans l'*Ottawa Citizen* du 24 octobre 1978. Cet article de Dian Cohen dit notamment ce qui suit:

Le mieux qu'on puisse dire de la politique économique du gouvernement Trudeau c'est qu'elle est franchement mauvaise. Le gouvernement fédéral nous chante le même refrain depuis bien longtemps sans se rendre compte qu'il ne peut contribuer au bien-être économique du pays.

Le gouvernement n'a toujours pas compris qu'il était peut-être lui aussi responsable de la situation économique et qu'il ne fallait pas seulement blâmer le secteur privé. La fuite des capitaux d'investissement dont on a souvent parlé à la Chambre prouve bien qu'on ne croit plus le gouvernement capable d'administrer efficacement les affaires du pays. Je ne parle pas seulement de la fuite des capitaux étrangers qui seraient normalement investis au Canada, mais aussi des capitaux canadiens. Cela montre clairement que les investisseurs n'ont plus aucune confiance dans l'économie. Ils préfèrent placer leur argent ailleurs.

Autre problème au Canada aujourd'hui, l'indécision du gouvernement quant aux principes économiques de base requis pour répondre aux besoins et aux aspirations de la société canadienne. Hier, le député de Nanaimo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas) nous a servi un discours assez enflammé dans lequel il a exalté ou exposé les mérites d'un État socialiste. J'aimerais lui rappeler que nous avons assez récemment eu une expérience tangible des prétendus avantages d'un tel régime en Colombie-Britannique. Je continue à douter que ce soit la voie à suivre au Canada.

Il y a quelques mois, le premier ministre (M. Trudeau) a annoncé la fin du système de marché et prédit que le gouvernement se mêlerait encore plus de la vie des Canadiens. Je pense que c'est lui qui a dit que le gouvernement n'avait pas d'affaire dans les chambres à coucher des Canadiens. Même s'il a respecté ce principe, il veut quand même avoir les clés de toutes les autres pièces de la maison, parce que l'emprise du gouvernement étouffe de plus en plus l'initiative, l'industrie et l'efficacité de notre économie. Le premier ministre a proclamé par la suite sa conversion à la croyance en une doctrine de prééminence du secteur privé. Mais je crains que cela ne soit pas confirmé par les fruits du repentir dont parlent les Écritures.